



**VILLE DE
NAMUR**

DOMAINE PUBLIC ET SÉCURITÉ

Ordonnance du Bourgmestre

Mise en place de sanctions administratives communales en application de l'Arrêté royal n°1 du 6 avril 2020 portant sur la lutte contre le non-respect des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 par la mise en place de sanctions administratives communales

Le Bourgmestre,

Vu la Constitution, notamment l'article 170;

Vu la nouvelle loi communale et notamment ses articles 134 et 135, § 2;

Vu l'Arrêté royal n°1 du 6 avril 2020 portant sur la lutte contre le non-respect des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 par la mise en place de sanctions administratives communales;

Vu l'Arrêté ministériel du 23 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, modifié par les Arrêtés ministériels des 24 mars et 3 avril 2020, notamment les articles 1, 5, 8, 10, § 1er, et 11;

Vu la loi sur la sécurité civile du 15 mai 2007, notamment ses articles 182 et 187;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales;

Vu la circulaire n° 06/2020 du Collège des procureurs généraux près les Cours d'appel (version révisée le 07 avril 2020) relative à la mise en œuvre judiciaire de l'Arrêté ministériel du 24 mars 2020 modifiant l'Arrêté ministériel du 23 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 et relatives à l'application de l'Arrêté royal du 6 avril 2020 portant sur le non-respect des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 par la mise en place de sanctions administratives communales;

Considérant l'urgence et le risque sanitaire du fait de la rapidité de la propagation de la pandémie du coronavirus COVID-19, de la nécessité de la contenir et de l'atténuer sur le territoire afin de préserver la santé des citoyens qui commande d'adopter la présente ordonnance sans pouvoir se permettre d'attendre la réunion du prochain Conseil communal;

Considérant, en effet, que le coronavirus COVID-19 est très contagieux : qu'il se transmet de personne à personne tant par voie aérienne que par contact physique;

Considérant que seules les mesures promulguées par le Gouvernement fédéral portant notamment la fermeture des commerces et magasins, l'arrêt des activités, la distanciation sociale et le confinement sont de nature à endiguer la propagation du coronavirus COVID-19 et ainsi garantir la santé publique;

Considérant que pour répondre à l'urgence et pallier les risques que présente le coronavirus COVID-19 pour la santé publique, les mesures ainsi promulguées par les autorités compétentes doivent être scrupuleusement respectées;

Considérant qu'il ressort des différents constats et rapports des zones de police situés sur le territoire wallon, ainsi que plus généralement, des constats effectués par les autorités publiques concernant le comportement des citoyens sur le territoire communal, que les mesures susmentionnées ne sont pas systématiquement respectées;

Considérant que le non-respect des mesures susmentionnées consiste en des évènements imprévisibles et graves, en ce que ces actes sont susceptibles d'être posés à tout moment et en tout lieu et qu'ils portent gravement atteinte à la santé publique;

Considérant que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics;

Considérant que le moindre retard dans la prise en charge des infractions précitées peut occasionner des dangers ou dommages pour la population de la Ville de Namur, en ce que la contamination au coronavirus COVID-19 est mortelle;

Considérant qu'il est démontré que les sanctions administratives communales sont d'une nature dissuasive telle que leur mise en place participera à endiguer la propagation du coronavirus COVID-19 en incitant la population présente sur le territoire de la Ville de Namur à respecter pleinement les mesures gouvernementales susmentionnées;

Considérant, en effet, que le régime de sanctions administratives communales ne saurait ressortir un effet utile pour endiguer la propagation du coronavirus COVID-19 en dissuadant certains comportements sur le territoire de la commune que s'il est adopté rapidement;

Considérant que ce qui précède justifie que le Bourgmestre a estimé ne pouvoir attendre de recourir au Conseil communal;

Considérant que la présente ordonnance doit être confirmée par le Conseil communal lors de sa plus prochaine séance;

Par ces motifs,

ARRETE

une Ordonnance de police relative à la mise en place de sanctions administratives communales en application de l'Arrêté royal n°1 du 6 avril 2020 portant sur la lutte contre le non-respect des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 par la mise en place de sanctions administratives communales

Article 1.

§1 : Les infractions visées à l'article 187 de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile, dans la mesure où celles-ci concernent le refus ou l'omission de se conformer aux mesures ordonnées en application de l'article 182 de cette loi et dans la mesure où celles-ci sont commises par une personne majeure qui n'est pas déclarée en état de minorité prolongée ou incapable, peuvent être punies d'une amende administrative de 250 euros par infraction, conformément aux dispositions de l'Arrêté Royal n°1 du 06 avril 2020 portant sur la lutte contre le non-respect des mesures d'urgence pour limiter la propagation du Coronavirus COVID-19 par la mise en place de sanctions administratives communales.

§2 : Sont seuls compétents pour constater les infractions visées au paragraphe 1^{er}, les fonctionnaires de police, les agents de police ou les gardes champêtres particuliers.

Article 2.

Chaque infraction fait l'objet d'une sanction administrative communale consistant en une amende de 250 euros applicable aux contrevenants majeurs et capables.

Article 3.

Les membres du personnel du cadre opérationnel de la police fédérale et locale peuvent faire usage du paiement immédiat de 250 euros pour percevoir l'amende administrative si le contrevenant y donne son accord. Il est informé de l'ensemble de ses droits. Le paiement de l'amende administrative s'effectue par carte bancaire ou de crédit ou sur un terminal mobile de paiement ou via un Smartphone.

Article 4.

A défaut de paiement immédiat, la procédure de sanction administrative sera menée devant la fonctionnaire sanctionnatrice de la commune où a été constatée l'infraction conformément aux dispositions de l'Arrêté Royal n°1 du 06 avril 2020 susmentionné.

Article 5.

En cas de concours et de récidive d'infractions visées à l'article 1 de la présente ordonnance, les infractions seront réprimées pénalement par le Ministère public.

Article 6.

La présente ordonnance entre en vigueur le jour de sa publication. Ses effets prendront fin au terme de l'application des mesures ordonnées sur base de l'article 182 de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile, adoptées dans le cadre de la lutte contre la propagation du Coronavirus COVID-19.

Article 7.

La circulaire du Collège des procureurs généraux est annexée à la présente ordonnance et publiée par le collège communal sur le site internet de la commune si elle en dispose et/ou par la voie d'une affiche indiquant le lieu où le texte de la circulaire peut être consulté par le public.

Article 8.

La présente ordonnance sera communiquée pour confirmation au Conseil communal lors de sa plus prochaine séance.

Article 9.

L'ordonnance du 31 mars 2020 est abrogée et remplacée par la présente.

Article 10.

Une expédition de la présente ordonnance est transmise :

- au Gouverneur de la Province de Namur;
- au Chef de Corps de la police locale;
- au Commandant de la zone de secours NAGE.

Article 11.

En vertu des articles 14 et 19, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours en suspension et en annulation de la présente décision peut être porté devant le Conseil d'Etat, pour la violation des formes soit substantielles soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir dans les soixante jours à compter de sa notification ou publication. Ce recours est introduit au moyen d'une requête recommandée signée par la partie ou par un avocat inscrit au tableau de l'Ordre des Avocats.

Namur, le 14 avril 2020

Le Bourgmestre,



M. PREVOT